



ANEXO II

TEXTOS PROPUESTOS EN EL SEGUNDO EJERCICIO

1. IDIOMA OBLIGATORIO - FRANCÉS

1.1 TRADUCCIÓN

LUTTE ANTITERRORISTE: LE SUCCES DE MARSEILLE

« L'interpellation à Marseille, le 18 avril, de deux hommes suspectés de préparer un attentat relève de l'opération modèle. Et s'inscrit dans une série d'actions réussies.

La menace avait été identifiée par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) depuis près d'une semaine : un projet d'attentat dans la dernière ligne droite de la campagne. Des mesures exceptionnelles ont été prises par le ministère de l'intérieur pour renforcer la sécurité de certains meetings et celle des QG de campagne. Les principaux candidats ont été prévenus.

Les services de sécurité français, intérieurs comme extérieurs, se gardent bien du moindre triomphalisme. Ce n'est pas « le genre de la maison ». Ils viennent pourtant d'enregistrer un beau succès avec l'interpellation de deux hommes suspectés de préparer un attentat contre l'un des candidats à l'élection présidentielle. Mais ils savent, mieux que quiconque, que le terrorisme reste une menace très forte.

Dans ce domaine, aucun pays ne fait de miracles – même les régimes les plus autoritaires. Il faut toute l'outrecuidance irresponsable de la chef du parti d'extrême droite Front national, Marine Le Pen, pour oser dire que « rien de sérieux » n'a été fait en France pour lutter contre le terrorisme. Beaucoup a été fait, dans le cadre d'un État de droit auquel les Français, n'en déplaise à Mme Le Pen, sont attachés.

On a suffisamment critiqué dans ces colonnes les manques et défaillances des services de renseignement à propos des nombreux attentats qui ont marqué l'année 2015 et la



première partie de 2016 pour ne pas saluer la réussite de cette semaine. Une opération que le président de la République a qualifiée de « remarquable ».

À Marseille, tout semble avoir relevé d'une opération modèle : qualité du renseignement d'origine ; suspects détectés et suivis dès leur sortie de prison (pour faits de droit commun) ; sympathies djihadistes tout aussi vite identifiées ; perquisition administrative justifiée et effectuée dans le cadre de l'état d'urgence ; interpellation à cinq jours du premier tour de scrutin. Les armes retrouvées chez les deux suspects dans leur planque marseillaise ne laissent aucun doute sur leurs intentions, notamment les trois kilos d'explosifs TATP.

Encore une fois, les services restent d'une extrême prudence. Mais il faut dire que l'interpellation de Marseille s'inscrit dans une série d'opérations réussies. La prise de conscience, les réorganisations, les moyens dégagés au lendemain des tragédies de 2015 et 2016 semblent porter leurs fruits. Tous les attentats élaborés (excluant les passages à l'acte individuels difficilement prévisibles) depuis septembre 2016 ont été déjoués.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette amélioration globale. Elle tient aux progrès dans la meilleure connaissance du phénomène djihadiste. Elle est le résultat d'un lent et patient travail d'infiltration et d'une meilleure coopération avec les services étrangers. Elle est fondée sur une plus grande surveillance d'Internet et surtout des messageries sécurisées comme Telegram.

Enfin, l'organisation Etat islamique (EI) est sur la défensive, assiégée dans ses deux places fortes, Rakka en Syrie et Mossoul en Irak. Ses capacités opérationnelles et ses « donneurs d'ordre » diminuent, même si elle est tentée de compenser ses défaites au Moyen-Orient par un regain d'activisme en Europe.

Tous ceux qui prétendent avoir la solution pour « en finir » avec le terrorisme djihadiste trompent l'opinion. La bataille sera longue. Le djihadisme ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Il est le produit de la décomposition de deux Etats qui furent des piliers de l'équilibre moyen-oriental, la Syrie et l'Irak, et aussi le produit d'une vieille guerre de religion au sein de l'islam. Prendre conscience de ce facteur temps est la première des conditions pour une lutte efficace contre les tueurs en série du djihad. Les services français le savent. Ils ne peuvent pas tout, mais ils marquent des points”.



1.2 RESUMEN/COMPRESIÓN ORAL

FAUT-IL ACCORDER UN DROIT A LA NATURE ?

“En moins d’une semaine, trois fleuves sacrés se sont vu reconnaître la qualité de personne morale, le premier par le Parlement de Nouvelle-Zélande et les deux autres par une cour de justice indienne. Vu d’ici, de telles décisions ont, si ce n’est de quoi faire sourire, du moins de quoi surprendre, tant le sens commun réserve la qualité de personne aux seuls êtres humains. Une meilleure compréhension de la portée d’une telle actualité nécessite de revenir aux fondamentaux du droit.

Tout étudiant en droit apprend dès sa première année que le monde se divise en deux catégories : les personnes et les choses, et que seules les premières disposent de la protection la plus absolue parce qu’elles se trouvent au sommet de la hiérarchie des valeurs protégées. Et l’environnement dans tout cela ? De manière traditionnelle, il appartient à la catégorie des choses dont on peut user et abuser largement.

Pour remédier au défaut de considération dont l’environnement fait l’objet, il suffirait donc d’en modifier le statut et de le hisser au rang de personne. Tel est bien l’objectif de l’attribution récente de la qualité de personne morale au fleuve Whanganui, en Nouvelle-Zélande, ou au Gange et à l’un de ses affluents, la Yamuna, en Inde.

L’idée de reconnaître des droits à la nature pour mieux la protéger n’est pas nouvelle. Dans les années 1970, un professeur de droit américain avait proposé d’attribuer des droits à une vallée de séquoias millénaires menacée par un projet de station de ski ; et si sa proposition n’a pas abouti, le projet n’en n’a pas moins été stoppé en raison d’une décision fédérale de protéger la vallée en question. Autres exemples : la Constitution de l’Équateur, de 2008, consacre pour la première fois la qualité de sujet de droit à la Pachamama, ou Terre mère ; ou encore, la décision d’un tribunal argentin de reconnaître à une femelle orang-outan du zoo de Buenos Aires, le droit à vivre en liberté en tant que personne non humaine.

Tous ces exemples montrent que la personnalisation de l’environnement vise à renforcer sa protection. Mais une chose est d’avoir voix au chapitre, une autre est de pouvoir réellement l’exprimer et de se faire entendre. Certes, la nature peut compter sur des tuteurs, à l’image des représentants des personnes protégées ou des sociétés commerciales. En Nouvelle-Zélande, par exemple, les intérêts du Whanganui seront défendus par deux représentants, l’un issu du peuple Maori et l’autre du gouvernement.



En Inde, tout citoyen pourra faire valoir devant les tribunaux les droits du Gange et de la rivière Yamuna du fait de la pollution qui les touche. Reste que les porte-parole de la nature font parfois pâle figure, comparés à ceux qui défendent des intérêts économiques puissants. Pour preuve, en Équateur, bien que le Pachamama dispose d'un droit constitutionnel à réparation pour les dommages qui lui sont causés, cela n'a pas suffi pour faire exécuter la condamnation de Chevron-Texaco à payer 9,5 milliards de dollars pour la grave pollution liée à l'exploitation de son oléoduc dans le pays. Plus près de nous, même si la Cour européenne des droits de l'homme a affirmé, dans un arrêt de 2007, que « des impératifs économiques [...] ne devaient pas se voir accorder la primauté face à des considérations relatives à la protection de l'environnement », bien souvent, elle est conduite à privilégier la liberté économique sur la protection de l'environnement.

Jusqu'à présent, la reconnaissance à la nature du statut de personne a lieu dans des régions où existe un rapport matriciel entre l'homme et celle-ci, de l'ordre du sacré. Le mouvement pourrait-il ou devrait-il se généraliser au-delà ?

Une chose est sûre, on peut être réservé quant à l'imputation de devoirs et de responsabilités aux éléments de la nature, comme l'a fait le Parlement de Nouvelle-Zélande pour le Whanganui ou encore la Haute Cour de l'État himalayen de l'Uttarakhand pour le Gange et son affluent. En effet, ces cours d'eau devraient-ils être obligés d'indemniser les familles de personnes qui s'y noieraient, par exemple ?

On est enclin à penser que ne n'est pas tant le statut juridique de l'environnement qui importe, l'opposition entre droits de l'homme et droits de la nature, que la reconnaissance des devoirs de l'homme à l'égard de l'environnement. Une telle responsabilité écologique existe d'ores et déjà, notamment en France. En 2016, la loi relative à la biodiversité a introduit dans le code civil l'obligation de réparation du préjudice écologique, sans que cela ait nécessité la reconnaissance de la qualité de sujet de droit à l'environnement. Dans le même ordre d'idée, le crime d'écocide pourrait être consacré afin de sanctionner les crimes les plus graves commis de manière intentionnelle contre la sûreté de la planète.

Formulons le vœu que le droit de la responsabilité écologique prenne de l'ampleur, dans le respect de la diversité culturelle des rapports entre l'homme et la nature.

C'est à l'homme de se responsabiliser davantage".



2. IDIOMA OBLIGATORIO - INGLÉS

2.1 TRADUCCIÓN

BRITAIN IS SLEEPWALKING INTO A MUCH CLOSER RELATIONSHIP WITH CHINA

“A FAST, eight-car motorcade runs through the Beijing rush hour. Police lights blink in the smog. Officers guard the junctions, arms raised to hold back the cars. Hardly braking, the convoy sweeps past luxury clothes shops and under the gaze of Chairman Mao (and the security cameras, six to a lamppost) in Tiananmen Square. Such is the style in which the British Chancellor of the Exchequer, who arrived in China for a five-day tour on September 20th, treads the boards of the world stage.

Usually the Chinese authorities reserve the traffic controls for Politburo members and foreign heads of state. But Britain’s Chancellor is no mere finance minister. He is the Prime Minister’s closest ally and, in all but name, deputy prime minister, foreign secretary and chief re-negotiator of Britain’s membership of the EU. In the past three years he has made the British economy dynamic, the Conservative party electable and himself liked—or at least tolerated—by voters who used to loathe him.

That is welcomed in China, for he is perhaps the West’s most pro-Beijing statesman of his stature. He is clearly exhilarated by the country’s boom. Sitting down in the British ambassador’s residence, the Chancellor animatedly describes his spell backpacking around China in the early 1990s, contrasting the “dull” capital of that era to the buzzing metropolis of today, in the trendy, high-tech corners of which “you could be in San Francisco”. Since 2012, when Mr Cameron’s meeting with the Dalai Lama froze relations between the countries, the Chancellor has been the face of the thaw. Britain should be “China’s best partner in the West”, he argues, promising a “golden decade” of co-operation.

Not everyone in Whitehall shares the chancellor’s brio. Liberals argue that Britain should confront China’s poor human-rights record more vocally. Hawks fret about its cyber attacks and intellectual-property violations against Western states and firms. Lefties see Chinese money as inferior to investment by the British state. Yet the Chancellor believes that a happy moment has come in which the interests of the two countries align like never before.



China's growth is slowing, but its emerging middle class and welfare state mean it is less interested in commodities and machinery from Australia, Brazil and Germany and more in the services and posh consumer goods in which Britain specialises. China's foreign reserves, meanwhile, help to finance Britain's acute infrastructure needs. Thus the chancellor used the trip to hail, among many other agreements, the forthcoming issuance of yuan-denominated bonds in London, new licences for British banks operating in China and a guarantee for up to £2 billion (\$3 billion) of Chinese investment in Hinkley Point, a nuclear power station in Somerset.

This stance entails three gambles—economic, political and diplomatic. The first bet is that binding Britain to the Chinese economy is worth the risk of violent shocks to British banks and infrastructure projects if the world's second-largest economy experiences a hard landing after its mighty boom. The second is that British voters are liberal enough not to mind foreigners owning parts of their country, as can be seen by their relaxed attitudes towards the Indian takeover of their leading car producer.

The third bet is that China responds better to the carrot than to the stick. The chancellor is no foreign-policy dove, yet believes that the best way to influence Beijing is to increase trade and disagree only behind closed doors. Britain's reluctance to back the prodemocracy protests in Hong Kong last year and its unilateral decision in March to join the Asia Infrastructure Investment Bank, which angered the French and Americans (who see it as a rival to the World Bank) exemplify this new posture”.



2.2 RESUMEN/COMPRENSIÓN ORAL

CLIMATE CHANGE AND INEQUALITIES, AS ADDRESSED IN THE 2030 AGENDA FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT

“In 2015, world leaders took significant steps towards forging sustainable development pathways to fulfil the promise to eradicate poverty, reverse environmental degradation and achieve equitable and inclusive societies. These historic agreements are all part of a global consensus on the need to address the inextricable linkages between the human development and environmental agendas as a necessary condition for sustainable development.

Climate change exerts uneven impacts across countries and population groups. According to the scientific evidence, climate change is likely to result in surface-water scarcity, increased frequency of storms and precipitation extremes, coastal flooding, landslides, wildfires, air pollution and droughts. This will cause loss of life, injury and negative health impacts, as well as damage to property, infrastructure, livelihoods, service provision and environmental resources.

In the period 1995-2015, there were 6,457 weather-related disasters registered, claiming the lives of more than 600,000 people and affecting an additional 4.2 billion people in other ways. Not all countries experienced the effects of climate hazards on their human and natural systems in the same way: low-income countries suffered the greatest losses, including economic losses estimated to have accounted for about 5 per cent of their gross domestic product (GDP).

The global average annual cost of climatic disasters, including floods, storms, droughts and heat waves, is estimated to have risen substantially, from \$64 billion during the period 1985-1994 to \$154 billion in the period 2005-2014. A more complete estimate of global costs, taking into account the losses associated with slow-onset climate events (e.g., sea-level rise and desertification), is likely to be much larger. Climate scenarios predict unambiguously that tropical areas will be at higher risk of climate hazards, including countries in Africa and South and South-East Asia, small island developing States and the countries where livelihoods depend on climate-sensitive natural resources such as agriculture, fisheries and forestry. It is in these countries where there is a lesser capacity to prevent (or even cope with) most adverse impacts.



If left unaddressed, these manifestations of climate change are likely to make it more difficult to achieve many development goals as they disproportionately affect poor people and communities, causing an increase in poverty incidence and inequalities. They are likely to slow down economic growth and exacerbate food insecurity, health problems and heat stress of the most vulnerable populations. They may also induce significant displacements of people and involuntary migration.

Climate change and structural inequalities are locked in a vicious cycle. Evidence suggests that the impacts of climate change and structural inequalities are locked in a vicious cycle. Vulnerability and exposure to climate hazards are closely linked to existing underlying inequalities. Differences in access to physical and financial assets; unequal opportunities to access quality health services, education and employment; and inequality with respect to voice and political representation, as well as the perpetuation of discrimination under cultural and institutional norms, are the structural underpinnings of an aggravation of the exposure and vulnerability of large population groups to climate hazards.

The area of residence and the livelihood of people at disadvantage often expose them to mud slides, periods of abnormally hot weather, water contamination, flooding and other climate hazards. Groups whose livelihoods depend on climate-sensitive natural resources are exposed and vulnerable to land degradation, water scarcity, landscape damage, deteriorating ecosystems and other hazards. This is the case particularly if they do not possess the capacity to diversify into climate-resilient livelihoods.

When hit by climate hazards, people afflicted by poverty, marginalization and social exclusion suffer great losses in terms of lives and livelihoods. The disproportionate impact of climate hazards further aggravates existing socioeconomic inequalities and may actually undermine the capacity of people to cope and adapt.

Addressing the root causes of inequalities enables adaptation and the building of resilience to climate hazards. It requires a continuum of policies which include: i) immediate assistance in the wake of climate hazards and interventions for disaster risk reduction, for example, through early warning systems, creation of shelters and infrastructure improvements; ii) policies for adaptation to a changing climate entailing, for example, introduction of new crop varieties and water management techniques; iii) policies centred on ecosystem management and on income diversification; and iv) sound development policies focused on reducing inequalities to achieve poverty eradication and social inclusion.



These specific measures will be most effective in reducing climate change vulnerability when they are part of longer-term transformative strategies which embrace coherent policies across the economic, social and environmental dimensions of sustainable development.

Environmental concerns, in general, and the impact of climate hazards on people's livelihoods, in particular, require policymakers to improve policy frameworks and analytical capacities, so that they can design and implement coherent policies. Integrated climate impact assessments assemble different modelling frameworks to help policymakers understand the challenges posed by climate hazards.

Effective climate impact assessments assist policymakers in better understanding policy options aimed towards adaptation and climate change resilience with a sharper focus on inequalities.

However, this makes for a complex task. The construction of policy options with regard to achieving climate resilience for sustainable development requires good information systems for identifying people at risk in their (often very local) geographical contexts. The construction of policy options also requires sound integrated assessments to improve understanding of the interlinkages across the economic, social and environmental dimensions of development, including the impact of climate hazards on people and their livelihoods".



3. IDIOMA VOLUNTARIO - INGLÉS

3.1 TRADUCCIÓN

THERESA MAY SAYS THE 27 EU COUNTRIES ARE 'LINING UP TO OPPOSE' BREXIT BRITAIN – HAS SHE FORGOTTEN THAT THAT'S HOW A UNION WORKS?

“Theresa May says that the negotiations will be tough, but seems unwilling to understand why, if the British need a tough and strong leader (i.e. her) in the conference chamber, and a united saboteur-free national front on this side of the Channel, the same principle doesn't apply “over there”.

When we used to talk to our European partners in the context of the EU, it followed an established pattern. We would always try to go over the heads of the EU institutions and speak directly to friendly and/or powerful allies in order to get our way and frustrate the most crazed of Euro-schemes. It worked more often than was given credit for.

Despite the scare stories from time to time, Brussels never did get its mitts on financial regulation, or at least in a way that would unsettle the supremacy of the City of London. The British would traditionally find a friendly, sympathetic hearing from the Netherlands, the Scandinavians, some of the Eastern Europeans and, sometimes, the Germans and the Spanish, which would help them restrain the EU Commission. That's how the EU used to work for Britain. No longer. We are our own, and with few cards to play.

Yes, we buy a lot of European gear – more than we export, famously – but our imports of, say, German cars are only a relatively small proportion of that industry's EU output. Our exports of British cars to the EU are a far bigger percentage of our output – 60 per cent or so. They can hurt us a lot more than we can hurt them.

The real shock, in fact, would be if the leaders of 27 sovereign states did not wish to protect their interests, and recognise that those interests are served by leveraging the muscle of the European Union, the world's biggest trading bloc, and all that goes with it.

A few weeks ago, Donald Tusk, President of the European Council, had that hand-delivered letter from Theresa May, and he told us that “the talks that are about to start will be difficult, complex and sometimes even confrontational. There is no way around



it.” He added that: “The EU27 does not and will not pursue a punitive approach. Brexit in itself is already punitive enough”, which sums things up very well.

Here’s some perspective from a marginal Leave voter from last June (me). The EU was not an unalloyed benefit for Britain. It prevented the country, as it does for all its member states, from getting on and building more competitive economies to face the industrial challenge from the East. Europe is a large and rich economic unit in many ways; it is also deeply flawed and set on a path of long-term relative economic decline.

Britain can make a living outside the EU, but for many years life will be tougher and the British people worse off than if the UK had just stayed in. There will be gains in subsequent decades, but for now the pain will be severe.

We should have no illusions about that. That goes for everyone: Theresa May, and Jeremy Corbyn for that matter, should understand that the Europeans will pursue their interest as selfishly as they can. That’s their job, too. The divorce will be nasty. The truth is that Theresa May and David Davis going over and talking tough will make no significant difference to a deal. There will be chaos, and there will be blood’.



3.2 RESUMEN/COMPRENSIÓN ORAL

ENDING VIOLENCE AGAINST WOMEN AND GIRLS

“Around the world, violence against women and girls denies them their rights and leaves a devastating trail of trauma, injury and death, as well as lost opportunities to thrive through work or an education. One in three women will experience some form of physical and/or sexual violence in her lifetime.

UN Women assists countries in developing laws and policies that are effectively implemented and help establish integrated services responding to survivors’ needs for health care, legal assistance, psychological and socioeconomic support.

In many countries, progress in enacting laws, developing policies and establishing services has proceeded at a rapid pace, allowing UN Women to increasingly shift its focus to preventing violence from happening in the first place. UN Women’s programmes identify discriminatory behaviours, attitudes and norms that foster violence and work to engage new ways of thinking and acting among people, from all walks of life—political figures, men journalists, religious leaders, sports champions and many others. In this regard, UN Women targets two main areas of concern.

In the first place, keeping cities safe is of utmost importance. In an impoverished area of Manila City, in the Philippines, Mary accompanies her 26-year-old daughter to the local tricycle stand every morning on her way to work and meets her every evening to accompany her home. The risk of sexual harassment on the streets here is very real—men even grope women and girls while robbing them.

For a long time, this was simply the reality that women had to live with. But change is coming through UN Women’s Safe Cities and Safe Public Spaces Global Flagship Initiative. It has helped Manila City take the first step towards safer streets: a scoping study that collects information on violence against women and girls in public spaces.

The study, drawing in part on safety audits, where women and men, girls and boys walk through neighbourhoods to identify safe and unsafe spaces, revealed a number of issues that had long remained unnoticed, such as insufficient legal protection and fear of retaliation from reporting crimes. Police were not recording cases of sexual harassment in public spaces because the current anti-harassment law mainly covers



places of employment and education. Local officials are now fully aware of the steps they need to take to create a safer city and are moving to revise laws and policies.

Manila City is just one of 23 cities around the world working with UN Women, local governments, women's rights organizations and other partners to prevent and respond to violence against women and girls in public spaces. Other cities include New Delhi, Rabat, New York, Medellin, Port Moresby and, more recently, Brussels in 2015.

A global conference in New Delhi in 2015 brought together over 140 participants from 24 countries. Based on accumulating experiences and evidence of strategies that work, they agreed on a series of recommendations, such as to include gender across all public safety and public transport policies, to broaden women's access to technology to prevent and respond to violence in public spaces, and to promote changes in attitudes and behaviours among men and boys.

Secondly, combatting trafficking is essential. Economic opportunities are scarce in rural Albania, making women and girls acutely vulnerable to the human trafficking that feeds the sex trade. UN Women has worked with civil society groups, the Government and media to stop this crime and assist survivors. A national campaign has raised awareness, including through a powerful anti-trafficking video broadcast on national television.

An Advisory Media Forum supports professional and ethical reporting among journalists by providing information and training and by tracking gaps in accuracy of reporting. Since employment or a small enterprise can be among the most critical elements of successful reintegration for trafficking survivors, UN Women has helped service providers in shelters stress economic empowerment as the core of their assistance.

With the Sustainable Development Agenda committed to ending all forms of violence against women and girls, UN Women has led an initiative involving six other UN entities to create the Framework to Prevent Violence against Women. It maps evidence-based and emerging practices in preventing violence with a focus on addressing root causes, risk and protective factors. A global essential services package—jointly developed by UN Women and four other UN entities—builds on leading global expertise in health, police and judicial systems and social services, and is currently undergoing field testing in several countries.

In South-East Asia, UN Women was closely involved in a process that resulted in the Association of Southeast Asian Nations adopting its first Regional Plan of Action.



MINISTERIO
DE HACIENDA
Y FUNCIÓN PÚBLICA

INSTITUTO NACIONAL DE
ADMINISTRACIÓN PÚBLICA

TRIBUNAL DE LAS LII PRUEBAS
SELECTIVAS DE ACCESO AL CUERPO
SUPERIOR DE ADMINISTRADORES CIVILES
DEL ESTADO

Endorsed by Heads of State and Government, the plan carries strong political momentum. Concrete actions to be taken by 2025 are designed to keep progress on track.

Online in 2016, UN Women revamped its Global Database on Violence against Women, which offers a comprehensive picture of measures taken by governments to stop violence and will further contribute to monitoring the implementation of this target area in the Sustainable Development Goals”.



4. IDIOMA VOLUNTARIO - FRANCÉS

4.1 TRADUCCIÓN

LE FMI OPTIMISTE POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

“Le Fonds a révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour la planète, à +3,5% pour 2017.

Enfin. Après de multiples tousotements, le moteur de l'économie mondiale semble redémarrer. Dans ses dernières prévisions, publiées mardi 18 avril, le Fonds monétaire international (FMI) s'autorise pour une fois un peu d'optimisme : la croissance mondiale, prédit-il, devrait accélérer à 3,5% en 2017 après 3,1% en 2016, sur fond de reprise de l'investissement, de la production et du commerce.

Le Fonds rehausse ainsi son scénario de 0,1 point de pourcentage, comparé à ses prévisions de janvier. Un progrès modeste mais pas anecdotique. Depuis la crise financière de 2008, ses réévaluations ont presque toujours eu lieu dans un seul sens : à la baisse. « Nous pourrions nous trouver à un tournant », a estimé le chef économiste du FMI, Maurice Obstfeld, en présentant ce rapport intitulé : « Un nouvel élan ? ». En 2018, la croissance devrait encore légèrement rebondir, à +3,6%.

Les ingrédients de cette amélioration sont variés. Du côté des économies avancées, aux Etats-Unis, les promesses du président Donald Trump en faveur d'un plan de relance dans les infrastructures et d'une baisse de la fiscalité ont euphorisé les Bourses. Bien dosée, la dépense publique pourrait permettre au produit intérieur brut (PIB) américain de croître de 2,3% en 2017 (contre 1,6% en 2016). En Europe, l'économie britannique n'a pas fléchi sous l'effet du Brexit, en dépit de pronostics alarmistes. La croissance du Royaume-Uni est attendue à + 2% pour 2017.

La zone euro voit, elle aussi, ses prévisions légèrement revues à la hausse (+1,7% en 2017, soit 0,1 point en plus par rapport à janvier). Les pays de l'union monétaire devraient bénéficier d'un euro plus faible, de politiques budgétaires moins restrictives, et des retombées de la relance américaine.

L'essentiel de la reprise vient toutefois du redémarrage des pays émergents et en développement. Les situations sont contrastées d'une région à l'autre : l'Amérique latine



devrait progresser six fois moins vite que l'Asie émergente. Mais la remontée des cours du pétrole, des métaux de base et des matières premières agricoles soulage les pays exportateurs. L'activité en Chine a surpris par sa robustesse. Soutenue par différents stimulus monétaires et budgétaires, la croissance du géant asiatique est prévue à 6,6% cette année.

La reprise est-elle pourtant aussi ferme qu'on voudrait l'espérer ? En 2011, une même accélération s'était déjà esquissée, finalement interrompue par une brusque rechute. Prudence, réclame donc le FMI, qui insiste : « S'il est vrai que la croissance pourrait être supérieure aux attentes à court terme, des risques considérables continuent d'assombrir les perspectives à moyen terme ».

Au cœur des incertitudes la politique économique qu'entend poursuivre la nouvelle administration américaine. Reprenant un thème popularisé par l'élection de M. Trump, le rapport évoque « la désillusion grandissante vis-à-vis de la mondialisation » éprouvée au sein des opinions occidentales. Et met en garde contre toute tentation d'y répondre par des mesures protectionnistes. « Céder à ces pressions reviendrait à s'automutiler, car il en résulterait une hausse des prix pour les consommateurs et les entreprises, une baisse de la productivité et donc une diminution du revenu réel global pour les ménages ».

Le rapport pointe aussi les inconnues de la grande relance fiscale promise par le nouvel hôte de la Maison Blanche. Mal calibrée, celle-ci pourrait faire dérapier le déficit et l'inflation, au risque de propulser au sommet le dollar et les taux d'intérêt américains. De quoi accentuer les déséquilibres globaux et durcir les conditions financières pour les émergents.

Enfin, le Fonds ne nomme pas explicitement M. Trump quand il alerte sur les dangers d'une dérégulation financière. Mais alors que celui-ci a clamé vouloir détricoter la loi Dodd-Frank, adoptée par son prédécesseur pour mieux encadrer la finance, un retour en arrière « accroîtrait la probabilité de crises financières coûteuses à l'avenir ».



4.2 RESUMEN/COMPRESIÓN ORAL

CLIMAT: LA PLANETE ENTRE EN « TERRITOIRE INCONNU »

“Toutes les institutions dévolues à l’observation du climat l’ont déjà affirmé, chacune avec ses propres chiffres. L’Organisation météorologique mondiale (OMM) vient de le confirmer. Selon le dernier bilan climatique annuel établi par cette agence des Nations Unies, et publié le mardi 21 mars dernier, l’année 2016 a bien été l’année de tous les records.

Le réchauffement qui est actuellement en cours a affecté, comme jamais auparavant, tous les compartiments du système climatique, que ce soit la hausse du mercure, l’élévation des océans, ou encore la forte diminution des surfaces de banquise.

Les chiffres officiels traditionnellement présentés fin mars par l’OMM sont ceux qui feront autorité : ils proviennent de l’ensemble des données collectées par les principaux laboratoires de climatologie au cours de l’année écoulée.

Quel est l’indicateur le plus frappant ? Celui de la température moyenne de la planète. Le rapport de l’OMM confirme que l’année 2016 a été l’année la plus chaude jamais enregistrée depuis 1880, date des premiers relevés météorologiques. Les statistiques de l’OMM indiquent que la température moyenne de la planète a été supérieure de 1,1°C à la moyenne de l’époque préindustrielle, battant ainsi le record établi par l’année précédente (qui avait été de 1,04 °C). Le rapport de l’OMM mentionne que « Les températures ont été au-dessus de la moyenne 1961-1990 sur la vaste majorité des terres émergées, les seules exceptions significatives ayant été une région d’Amérique du Sud située au cœur de l’Argentine, et des zones du sud-ouest de l’Australie ».

Dans certaines régions de l’Arctique, la température moyenne annuelle a excédé de plus de 3 °C la moyenne de la période 1961-1990 : c’est le cas le long de la côte de l’Arctique russe, en Alaska ou encore dans le nord-ouest du Canada.

Très loin au nord, au sommet du monde, le nombre de degrés Celsius en excès semble irréel. La température enregistrée tout au long de l’année sur la station météorologique de l’aéroport de Svalbard, dans l’archipel norvégien du Spitzberg, excède de 6,5 °C la moyenne 1961-1990.

Le climatologue Michael Mann de l’université de Pennsylvanie déclarait récemment « à lire ce rapport, comme de nombreux autres, il est évident que la perspective de



stabiliser le réchauffement en dessous de 1,5 °C s'éloigne. Nous avons déjà réchauffé l'atmosphère de plus de 1 °C. Au point où nous sommes, nous devons probablement concentrer les efforts sur une stabilisation en dessous de 2 °C. C'est toujours possible et laisser dériver le réchauffement au-delà aura probablement des conséquences catastrophiques et potentiellement irréversibles ».

Des canicules extrêmes ont frappé l'Afrique australe, l'Afrique du Nord et l'Asie. Plus de 42 °C ont été relevés en janvier à Pretoria (Afrique du Sud), 51 °C ont été atteints à Phalodi (Inde) en mai. Et le record absolu a été atteint en juillet au Koweït, avec 54 °C – la température la plus élevée jamais enregistrée en Asie. En Afrique de l'Est, des précipitations faibles ont coïncidé avec des températures élevées, plongeant dans l'insécurité alimentaire près de 20 millions de personnes – une situation qui s'est aggravée au cours des premières semaines de l'année 2017.

Le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, souligne que « cette augmentation de la température mondiale est cohérente avec les autres changements perceptibles dans le système climatique. Les températures moyennes de l'océan ont également été les plus élevées jamais relevées, le niveau marin a continué à s'élever et l'étendue de la banquise arctique a été très en deçà de la moyenne pendant la plus grande partie de l'année ».

En novembre 2016, le déficit de banquise au niveau mondial affichait 4 millions de kilomètres carrés, une anomalie sans précédent pour ce mois de l'année. Quant aux températures élevées de l'océan, elles ont contribué à des épisodes de blanchissement et de mortalité des coraux dans de nombreuses eaux tropicales, avec des impacts importants sur la chaîne alimentaire marine, les écosystèmes et les pêcheries.

Il est vrai que tout au long de l'année, le thermomètre terrestre a été tiré vers le haut par un puissant phénomène, El Niño, qui a été très marqué en début d'année 2016. Ce phénomène naturel, qui revient en général tous les trois à sept ans, se caractérise par un fort réchauffement des eaux de surface du Pacifique. Il fait grimper le mercure et suscite aussi, dans certaines régions, des précipitations ou des sécheresses extrêmes.

Néanmoins, ce phénomène (El Niño) n'est pas responsable de tous les phénomènes extrêmes observés. La tendance lourde au réchauffement y est pour quelque chose. Car, El Niño ayant disparu, les températures de 2017 auraient dû baisser, or ce n'est pas ce que les climatologues observent pour l'heure. Les deux premiers mois de l'année se placent ainsi sur la deuxième marche du podium, immédiatement derrière les deux premiers mois de 2016.



MINISTERIO
DE HACIENDA
Y FUNCIÓN PÚBLICA

INSTITUTO NACIONAL DE
ADMINISTRACIÓN PÚBLICA

TRIBUNAL DE LAS LI PRUEBAS
SELECTIVAS DE ACCESO AL CUERPO
SUPERIOR DE ADMINISTRADORES CIVILES
DEL ESTADO

Comme le souligne David Carlson, directeur du programme mondial de recherche sur le climat de l'OMM, «même sans un puissant El Niño en 2017, nous voyons des changements remarquables s'opérer partout sur la planète, des changements qui interrogent les limites de notre connaissance du système climatique. Nous sommes désormais en territoire inconnu »».



5. IDIOMA VOLUNTARIO - ALEMÁN

5.1 TRADUCCIÓN

DER SIEG DES „HISTORISCHEN RUSSLANDS“

“Die Arbeit am offiziellen Gedenkprogramm hat gerade erst begonnen. Das Organisationskomitee ist vergangenen Mittwoch zum ersten Mal zusammengetreten. Bis dahin herrschte Ungewissheit darüber, wer dafür verantwortlich sein soll, wie Russland sich jener Ereignisse erinnert, die in ihrer Summe die vermutlich tiefste Zäsur seiner Geschichte sind und nicht nur sein Schicksal, sondern das der ganzen Welt über Jahrzehnte geprägt haben.

Dass die Vorbereitungen so spät beginnen, hat damit zu tun, dass sich die russische Führung mit der Bewertung des Jahres 1917 schwertut. In Russland wird von Staats wegen ein Geschichtsbild gepflegt, in dem Zweideutigkeiten nicht vorgesehen sind. Geschichtsschreibung hat von der Größe, den Siegen und Helden Russlands zu berichten. Wichtig sei das „leuchtende Beispiel“ für die heutige Generation, das aus der Geschichte zu gewinnen sei.

Die Rehabilitierung Stalins in den vergangenen Jahren folgt diesem Imperativ. Dessen Verbrechen werden nicht geleugnet, aber gegen die angeblichen Erfolge bei der Industrialisierung des Landes und vor allem gegen den Sieg über das nationalsozialistische Deutschland im Zweiten Weltkrieg abgewogen - und für leichter befunden. Unschuldige Opfer der Repressionen und Gefangene, die für ihren Glauben einstanden, taugen für die offiziöse Geschichtsschreibung nicht als „leuchtende Beispiele“. Held kann nur sein, wer loyal für Größe und Stärke des russischen Staates gekämpft hat.

Die Revolutionen 1917 und der darauffolgende Bürgerkrieg zwischen „Roten“ und „Weißen“ entziehen sich dieser Erzählweise. Es sind Jahre des Bruchs und der inneren Schwäche, Jahre eines unendlich grausamen Kampfes von Russen gegen Russen, in dem nur derjenige Helden finden kann, der sich für eine der beiden Seiten entscheidet.



In seiner diesjährigen Rede an die Nation sagte Putin über das bevorstehende Revolutionsgedenken, die „Lehren der Geschichte benötigen wir vor allem zur Versöhnung“. Es dürfe nicht zugelassen werden, dass „aus eigenen politischen Interessen mit den Tragödien spekuliert wird, die praktisch jede Familie in Russland getroffen haben“.

In Wirklichkeit versucht aber die russische Führung genau das: die Erinnerung an die Schrecken von Revolution und Bürgerkrieg zur Legitimierung ihrer eigenen Herrschaft zu instrumentalisieren.

An diese historischen Ängste der Russen haben die Machthaber bereits während der Revolution in der Ukraine appelliert. „Wir sehen, wie die romantische Rhetorik der Tribune der verschiedenen farbigen Revolutionen Blut und menschliches Leiden nach sich zieht“, sagte der Chef des Auslandsgeheimdienstes, Sergej Naryschkin: „Ich bin überzeugt, dass unsere Gesellschaft eine kräftige Impfung gegen solche Technologien hat.“ Hinter der Formulierung „solche Technologien“ steht die Behauptung der russischen Führung, Protestbewegungen im postsowjetischen Raum seien Operationen westlicher Geheimdienste zur Schwächung Russlands.

Die Analogie zum Jahr 1917 liegt auf der Hand: Schließlich gelangten Lenin und andere führende Bolschewiki im April 1917 mit Hilfe des Deutschen Reiches aus dem Schweizer Exil zurück nach Russland, woraus schon damals der Mythos entstand, sie hätten in deutschem Auftrag gehandelt. Kulturminister Medinskij hat diesen Aspekt aufgegriffen, als er im Mai vorigen Jahres erste Leitlinien für das Revolutionsgedenken formulierte: Es müsse klarwerden, wie „falsch es ist, im innenpolitischen Kampf auf die Hilfe ausländischer ‚Verbündeter‘ zu setzen“.

Den tiefen Bruch, den das Ende der Monarchie im Februar und der kommunistische Umsturz im Oktober 1917 für die russische Geschichte bedeuten, versucht Medinskij durch eine geschichtsphilosophische Konstruktion zu überbrücken: Nicht die „Roten“ hätten über die „Weißen“ gesiegt, gewonnen habe „eine dritte Kraft, die am Bürgerkrieg nicht teilgenommen hat - das historische Russland“. Von diesem Punkt zieht Medinskij eine Linie in die Gegenwart: Nach der Zerstörung der Sowjetunion 1991 „sehen wir gerade jetzt, wie das historische Russland, ohne zu schwanken, in seine Rechte zurückkehrt“.



MINISTERIO
DE HACIENDA
Y FUNCIÓN PÚBLICA

INSTITUTO NACIONAL DE
ADMINISTRACIÓN PÚBLICA

TRIBUNAL DE LAS LI PRUEBAS
SELECTIVAS DE ACCESO AL CUERPO
SUPERIOR DE ADMINISTRADORES CIVILES
DEL ESTADO

Eine wesentliche Frage hat in diesen Überlegungen keinen Platz: die nach den wirtschaftlichen, sozialen und politischen Ursachen, die 1917 zur Revolution und 1991 zum Zerfall der Sowjetunion geführt haben. Diese Frage ist angesichts der ungeheuren strukturellen Probleme des heutigen Russlands auch nicht im Sinne der Machthaber”.



5.2 RESUMEN/COMPRENSIÓN ORAL

DIE NEUE LUST AUF FAMILIE

“Die Deutschen sind Familientiere. Mehr als drei Viertel sagen, die Familie sei für sie das Wichtigste im Leben. Die Familie ist bei den Deutschen nicht einfach nur sehr beliebt. Sondern sie ist in den vergangenen zehn Jahren auch noch um ganze drei Prozentpunkte beliebter geworden.

Es ist nicht die Aufgabe der Meinungsforscher, zu erklären, warum die Familie gerade so einen besonders guten Lauf hat. Wer das herausfinden will, muss zum Beispiel mit Psychologen und Soziologen reden; auch die Zeitung zu lesen kann dabei helfen. Zunächst liegt es nahe, die aktuelle Familienliebe den unsicheren Zeiten zuzuschreiben: Wenn die Welt durch Krisen und Kriege, Terror und politische Polarisierung bedrohlich erscheint, dann sammeln sich die Menschen ums heimische Kaminfeuer.

Das Gegenargument ist, dass die Zeiten vielleicht gar nicht unsicherer sind als andere. Und zumindest der Arbeitsmarkt und das Konsumklima erscheinen deutlich entspannter als noch vor wenigen Jahren. Zudem können unsichere Zeiten immer auch den Effekt haben, dass Menschen sich gegen eine Familie entscheiden. Die Begründung lautet dann: In diese Welt setze ich doch keine Kinder.

Wenn die Unsicherheit die Familienliebe nicht oder nur zum Teil erklären kann, was dann? Ein anderes Erklärungsmuster für den Familien-Boom ist, dass die Arbeitswelt sich in der Vergangenheit stark verändert hat. Mütter arbeiten mehr, Väter weniger, und so ist die klare Trennung von innen und außen aufgehoben. Das könnte allen Familienmitgliedern den Wert und die Kostbarkeit der Familie umso mehr vor Augen führen.

Hinzu kommt, dass Familien auch von der Politik viel Lob, Geld und Angebote bekommen. Elterngeld, Kita-Ausbau und Pflegezeiten sind Leistungen der vergangenen zehn Jahre. Wer stärker umworben wird, fühlt sich auch gleich wertvoller. Kinder sind in Zeiten niedriger Geburtenraten nicht nur ein Geschenk für ihre Eltern, sondern auch für den Arbeitsmarkt und das Rentensystem. Wer Familie hat und für sie da sein will, darf sich privilegierter fühlen als noch vor einem Jahrzehnt. Und so könnte es allmählich außer Mode kommen, seine Familienpflichten am Arbeitsplatz zu vertuschen. Ein neues Selbstbewusstsein entsteht.



Was genau finden die Menschen an Familie so gut? Die Meinungsforscher sagen: vor allem die Liebe. Immer mehr Menschen verbinden mit Familie „lieben und geliebt werden“. Junge Menschen unter dreißig Jahren verbinden mit Familie die Werte Liebe, Geborgenheit, Vertrauen, Freude, Glück, Verlässlichkeit, Sicherheit.

Aus Sicht von Staat und Gesellschaft ist die Familie die kleinste Funktionseinheit, für die besonderer Schutz vorgesehen ist. Familien erhalten die Gesellschaft nicht nur im Sinne der biologischen Fortpflanzung. Sie versorgen, erziehen und betreuen darüber hinaus nach wie vor Kinder und bringen ihnen Dinge bei. Sie helfen Jugendlichen, selbst ein Teil der Gesellschaft zu werden. Sie pflegen Alte und Kranke. Auch wenn der Staat für alle diese Aufgaben immer mehr Personal bereitstellt, weil vor allem Mütter, Töchter und Schwiegertöchter nicht mehr selbstverständlich dafür zur Verfügung stehen wollen und sollen - ohne die Familien brächen das Bildungs-, das Gesundheits und das Sozialsystem zusammen.

In Familien tauscht man sich aus, natürlich oder zwangsläufig, Tag für Tag; auch das gibt der Gesellschaft Sicherheit, denn so bleiben die Generationen im Austausch miteinander. Und offensichtlich mehr denn je. Der Zukunftsforscher Horst Opaschowski meinte schon 2014: „Noch nie in der Geschichte der Menschheit hatte die Pflege der Generationenbeziehungen über drei Generationen hinweg eine solche existentielle Bedeutung.“ Er vermutet, dass Generationenbeziehungen bald sogar wichtiger werden als Partnerbeziehungen.

Dazu passt, dass sich schon heute deutlich mehr Großeltern um ihre Enkel kümmern als noch vor wenigen Jahren. Das dürfte damit zusammenhängen, dass mehr Mütter früher in den Beruf zurückkehren und oft auch mit mehr Stunden. Deutsche Mütter mit Kindern unter drei Jahren bringen es inzwischen auf mehr als 24 Stunden. Die Familienministerin ist begeistert von diesem Trend zur vollzeitnahen Arbeit. Sie möchte das am liebsten für alle Paare einführen: Männer und Frauen sollen sich gemeinsam für eine staatlich geförderte Familienarbeitszeit entscheiden können und sich im Rest der knappen Zeit gemeinsam um die Kinder kümmern.

Dabei fehlt Familien schon heute vor allem Zeit: freie Zeit für alle zusammen, Zeit mit dem Partner ohne Kinder, Zeit für jeden allein. Es könnte sein, dass der Familien-Boom auch damit zusammenhängt: Was immer knapper wird, erscheint umso kostbarer.



Wer Teil einer Familie ist, weiß aber auch, dass Familie Stress und Streit bedeuten kann. Von den Alleinerziehenden sagte nur knapp die Hälfte, es gehe ihnen gut, und zwanzig Prozent waren nicht zufrieden mit ihrem Familienleben. Vor allem berufstätige Mütter mit kleinen Kindern haben oft das Gefühl, ihren Aufgaben nicht gerecht zu werden. Wer die Familiengründung noch vor sich hat, kann manche Anstrengung höchstens ahnen. Was Schlafmangel und Dauer-Verfügbarkeit für ein sehr kleines Wesen wirklich mit einem machen, muss jeder selbst erleben; es ist ja auch nicht bei jedem gleich.

Auf alle Fälle regt sich der Kinderwunsch heute bei mehr jungen Deutschen als vor zehn, fünfzehn Jahren. 87 Prozent der Kinderlosen unter dreißig sagten in einer Umfrage, sie wollten bestimmt mal Kinder haben. 2014 erreichte die Geburtenrate erstmals wieder 1,5 Kinder pro Frau – den höchsten Wert seit der Wiedervereinigung. Mehr als ein weiteres Indiz für die neue Lust auf Familie ist der Mini-Baby-Boom nicht. Noch nicht?'